

La résurgence des identités nationales en Union soviétique

Source: CVCE. Pierre Gerbet.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_resurgence_des_identites_nationales_en_union_sovietique-fr-437e620c-bcab-4fa5-a88c-4ffc3e1299b7.html

Date de dernière mise à jour: 08/07/2016



La résurgence des identités nationales en Union soviétique

La chute des régimes communistes dans les pays satellites et leur émancipation à l'égard de l'URSS donne le signal du réveil des nationalités au sein de celle-ci. Si la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques reconnaissait les quinze Républiques de nationalités diverses et leur assurait une certaine autonomie, une forte centralisation était maintenue par le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), par la planification économique et par la présence de Russes auprès des instances locales. Les réformes de Gorbatchev encouragèrent la résurgence des nationalités et le désir d'indépendance des Républiques. Gorbatchev lui-même acceptait le principe de l'accroissement de l'autonomie des Républiques mais entendait maintenir l'Union.

Le désir d'indépendance commença à s'exprimer dans les pays baltes, qui, après avoir fait partie de l'empire des tsars, avaient connu l'indépendance de 1920 à 1940 avant d'être incorporés à l'URSS. Dès 1987, des mouvements revendiquaient l'indépendance et pratiquaient la résistance passive. La Lituanie proclame son indépendance le 11 mars 1990, initiative considérée comme illégale par Gorbatchev qui fait intervenir les troupes soviétiques. L'Estonie fait de même le 30 avril mais laisse la porte ouverte à des négociations avec Moscou, le Parlement de l'URSS ayant adopté le 3 avril une loi sur les modalités de sécession d'une République. La Lettonie proclame à son tour son indépendance le 4 mai en acceptant une période de transition. Le 12 mai, se tient à Tallin (Estonie) le premier « sommet balte ».

Le mouvement pour l'indépendance s'accroît à l'élection à la présidence du Parlement de Russie, le 25 mai 1990, de Boris Eltsine, qui fait adopter le principe de la primauté des lois de la République de Russie sur celle de l'URSS. Le 27 juillet, Eltsine entame des négociations avec les trois présidents baltes. C'est alors que la plupart des Républiques proclament leur souveraineté : Géorgie et Ouzbékistan (26 juin), Ukraine (17 juillet), Biélorussie (27 juillet), Arménie et Turkménistan (23 août), Tadjikistan (24 août), Kazakhstan (26 octobre).

Gorbatchev tente de maintenir l'Union. Il publie le 24 novembre un projet de traité remplaçant l'Union des Républiques socialistes soviétiques par l'Union des Républiques souveraines soviétiques. Il réaffirme le rôle dirigeant du Parti communiste, dont il est secrétaire général, et instaure un régime présidentiel, concentrant ainsi les pouvoirs entre ses mains. Il fait intervenir en vain des troupes dans les pays baltes et en Géorgie, les Baltes se prononçant par référendums pour l'indépendance en février-mars 1991 et les Géorgiens – qui se souviennent d'avoir été indépendants de 1918 à 1921 – font de même le 9 avril. Gorbatchev fait progresser le projet d'Union renouée, approuvé le 17 mars 1991 par un référendum favorable dans neuf Républiques sur quinze (sauf pour les trois pays baltes, la Géorgie, l'Arménie et la Moldavie). Il conclut un accord le 17 juin avec les dirigeants de ces Républiques sur un projet de traité.

Gorbatchev, qui a reçu le 5 juin le prix Nobel de la Paix, lance un appel pour une aide massive de l'Occident afin d'assurer la réussite de la perestroïka. Le président George Bush lui accorde une garantie de crédit pour l'achat de produits agricoles américains. Gorbatchev semble alors pouvoir maîtriser la situation.